

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.791/4
DU 21 FÉVRIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 10 octobre 2006, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale" (n/ de rôle 41.450/4), demande complétée le 29 novembre 2006, après application de l'article 84*bis* des lois coordonnées sur le Conseil d'État (n/ de rôle 41.791/4), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.791/4
VAN 21 FEBRUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 oktober 2006 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" (rolnummer 41.450/4), waarbij de adviesaanvraag, na toepassing van artikel 84*bis* van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, is aangevuld op 29 november 2006 (rolnummer 41.791/4) heeft het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Observation générale

Selon l'article 81 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, "le Gouvernement confère par mandat les emplois correspondant aux grades des rangs A4, A5, A6 et A7". Le projet examiné vise à modifier les procédures de désignation et d'évaluation de ces mandataires.

Il prévoit notamment :

- la suppression de l'intervention du Conseil supérieur de la Fonction publique régionale, et son remplacement par des commissions de sélection ad hoc, dont les membres sont désignés au cas par cas, sur proposition du ministre dont dépend l'emploi vacant (articles 1^{er}, 7, 8 et 10 du projet);
- l'interdiction faite à ces commissions de sélection ad hoc, d'établir un classement des candidats (article 8 du projet - article 88^{quater}, § 2, alinéa 3, en projet);
- la suppression de l'intervention du Conseil de direction dans la procédure de désignation des mandataires (article 9 du projet, abrogeant les articles 89 à 92 de l'arrêté du 6 mai 1999, précité);
- la suppression de l'exigence d'un brevet de management (article 3 du projet abrogeant l'article 82 du même arrêté);
- l'ouverture des mandats à tous les agents de niveau A "qui comptent au moins douze années d'ancienneté de niveau A ou qui disposent d'une expérience d'au moins six ans dans une fonction dirigeante", cette expérience devant s'entendre comme étant "une expérience de gestion dans un service public ou dans une organisation du secteur privé" (article 6 du projet - article 88, alinéas 1^{er} et 2, en projet), ainsi qu'à des "candidats externes" selon des modalités restant à définir (article 2 du projet - article 30^{bis}, en projet);

.../...

- pour la première désignation des mandataires, la limitation de l'admission des candidats externes aux seuls membres du personnel statutaire ou contractuel du secteur public, ainsi qu'aux membres du personnel d'une assemblée parlementaire ou d'un Conseil d'une commission communautaire (article 17 du projet - article 45¹⁰octies, en projet).

Ces dérogations vont toutes dans le sens d'une diminution des garanties d'indépendance et d'objectivité, habituellement prévues dans les textes organisant la sélection des titulaires de mandats de management ou d'encadrement dans la fonction publique.

À cet égard, il doit être rappelé, comme l'a considéré la section d'administration dans son arrêt JADOT n/ 98.735 du 7 septembre 2001 :

"(...) que le principe de l'égle admissibilité aux emplois publics n'est qu'une application particulière des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution; que l'article 9, § 3, deuxième phrase, de l'ARPG en exprime adéquatement les exigences ⁽¹⁾; que tout statut d'agents de la fonction publique doit être organisé en matière telle qu'il offre toutes les garanties requises en ce qui concerne le respect du prescrit constitutionnel; que la comparaison objective et impartiale des titres et mérites des candidats à une fonction publique est indispensable pour que soit assurée l'égle admissibilité des citoyens aux emplois publics; qu'à cet égard, il suffit de constater que les candidats aux fonctions visées sont classés en quatre groupes, sans faire l'objet d'un classement au sein de chacun de ces groupes, si bien que l'autorité investie du pouvoir de nommer dispose d'une liberté illimitée de désigner le candidat de son choix au sein du groupe des candidats les plus aptes (...)"

Compte tenu de cette observation, le projet doit être fondamentalement revu.

Cependant, la section de législation peut d'ores et déjà formuler les observations particulières suivantes.

⁽¹⁾ L'article 9, § 3, de l'A.R.P.G. (du 22 décembre 2000) dispose :
"§ 3. Le statut règle la procédure, le mode de détermination des épreuves et des critères de recrutement et de sélection, ainsi que leur publicité. Le recrutement et la sélection s'effectuent sur la base d'un système de recrutement objectif qui, quant à sa forme et son contenu, offre les garanties nécessaires en matière d'égalité de traitement, d'interdiction de l'arbitraire, d'indépendance et d'impartialité."

Observations particulières

Préambule

Il y a lieu de compléter le préambule par un alinéa 1^{er} nouveau visant l'article 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, qui, par la référence qu'il contient à l'article 87, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, constitue le fondement juridique du projet ⁽²⁾.

Dispositif

Article 1^{er}

1. À l'article 24, alinéa 4, 2/, en projet, la délégation faite au ministre de fixer l'allocation accordée au président et aux membres des commissions de sélection est excessive, compte tenu notamment de l'incidence budgétaire de pareille décision.

2. À l'article 24, alinéa 4, 3/, en projet, il est prévu que "le ministre (...) établit les règles de fonctionnement [des commissions de sélection] et les soumet à l'approbation du Gouvernement".

Ceci revient à déléguer au ministre le pouvoir d'établir ces règles de fonctionnement et de soumettre ces dernières à une procédure d'approbation par le Gouvernement, sans que ce dernier dispose directement du pouvoir de les fixer.

⁽²⁾ Voir l'avis 40.257/4, donné le 8 mai 2006, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pareil procédé est inusité dans le fonctionnement du Gouvernement ⁽³⁾. Il mêle la technique de la délégation et celle qui s'apparente à une tutelle spéciale d'approbation.

Il est préférable soit de prévoir plus simplement que le ministre établit les règles de fonctionnement de la commission, sans approbation par le Gouvernement, soit de compléter le projet pour y énoncer directement les règles de fonctionnement applicables à chacune des commissions.

3. À l'article 24^{ter}, alinéa 8 ⁽⁴⁾, en projet, il est inutile que le projet envisage, à la deuxième phrase, d'habiliter le Gouvernement, soit son auteur même, à le compléter.

Cette phrase sera omise.

Article 2

1. L'article 30^{bis} ⁽⁵⁾, alinéa 2, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité (article 2 du projet), dispose :

"Il y a lieu d'entendre par candidats externes, tous les autres candidats que les membres du personnel statutaire du ministère et des organismes d'intérêt public visés à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale."

⁽³⁾ Il est en revanche fréquent de prévoir qu'une commission établisse son règlement de fonctionnement sous la réserve de son approbation par une autorité politiquement responsable devant le Parlement.

⁽⁴⁾ Vu le nombre d'alinéas dans cette disposition, il se recommande de la diviser en paragraphes.

⁽⁵⁾ Il y a lieu de préciser dans la phrase liminaire de l'article 2 que l'article 30^{bis} s'insère dans le chapitre I du titre III du livre I de l'arrêté précité du 6 mai 1999.

Cette disposition aboutit à traiter différemment les membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale qui ne seraient pas visés à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, sans que l'on en aperçoive la raison. Tel est notamment le cas des agents de Bruxelles Propreté, Agence régionale pour la Propreté, organisme d'intérêt public classé dans la catégorie A de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

2. L'article 30*bis*, alinéa 3, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité (article 2 du projet), dispose :

"Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les candidats externes peuvent recevoir un mandat au ministère ainsi que les modalités et les indemnités éventuelles octroyées au cas où le mandat prend fin pour quelque raison que ce soit."

Les mandataires "externes" étant engagés en qualité de membres du personnel contractuel, l'auteur du texte ne peut déroger aux dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et notamment aux articles 39, 82 et 83 relatifs au calcul des délais de préavis et des indemnités compensatoires de préavis des employés dont la rémunération dépasse les seuils de 16.100 euros et 32.200 euros ⁽⁶⁾.

Pour les employés dont la rémunération annuelle dépasse ces seuils, la loi dispose que la durée du préavis à observer par l'employeur est fixée soit par convention, conclue au plus tôt au moment où le congé est donné, soit par le juge. Pour les employés dont la rémunération annuelle dépasse 32.200 euros, il est également possible de fixer le délai de préavis à observer par l'employeur dans une convention conclue au plus tard au moment de l'entrée en service. La disposition à l'examen sera adaptée pour se conformer à ces principes.

⁽⁶⁾ Montants portés respectivement à 28.093 euros et 56.187 euros au 1^{er} janvier 2007 (Moniteur belge, 7 décembre 2006, 2^e éd., p. 68.543).

3. L'article 30*bis*, alinéa 3, en projet, se présente comme une "auto-habilitation" que se donne le Gouvernement. Pareille disposition est dépourvue de portée juridique. Il serait préférable de fixer les modalités de désignation des candidats "externes" à un mandat dans l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, et de préciser leur situation administrative durant l'exécution de leur mandat dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ⁽⁷⁾.

Article 3

Il y a lieu d'écrire "abroger" au lieu de "supprimer".

La même observation vaut pour les articles 7, 3/, 9 et 16.

Article 7

1. L'article 7 du projet (article 88*ter*, en projet) doit être revu, afin d'assurer la correction linguistique de la version française de la disposition modifiée.

2. S'il peut se concevoir qu'un nombre relativement réduit de jours dans la computation d'un délai soit exprimé en jours ouvrables, cette technique peut susciter des difficultés lorsque ce délai est plus long.

Tel paraît être le cas pour le délai de trente jours ouvrables envisagé par l'article 88*ter*, § 2, alinéa 2, en projet.

⁽⁷⁾ Sur ce point, voir l'observation formulée dans l'avis 41.789/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale".

Il est préférable de remplacer ce délai exprimé en "jours ouvrables" par un délai exprimé en "jours"; il serait inutile d'ajouter la formule pléonastique et peu heureuse sur le plan de la correction de la langue selon laquelle il s'agirait de "jours calendriers", même si elle se rencontre dans plusieurs textes juridiques.

Article 8

1. À l'article 88*quater*, § 1^{er}, alinéa 2, en projet (article 8 du projet), il n'y a pas lieu de prévoir que la décision d'exclusion doit être motivée. Cette obligation résulte en effet déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2. La même observation vaut pour l'article 10 du projet (article 93, en projet).

Article 10

Aux termes de l'article 93, première phrase, en projet,

"(l)e Gouvernement désigne les mandataires parmi les candidats déclarés les plus aptes, retenu ⁽⁸⁾ dans la liste établie par la commission de sélection".

Cette disposition paraît distinguer parmi les candidats figurant dans la liste établie par la commission de sélection des candidats qui seraient "déclarés les plus aptes", alors que tel est précisément, selon l'article 88*quater*, § 2, alinéa 3, en projet (article 8 du projet), l'objet de la liste établie par la commission de sélection.

Pour éviter toute difficulté d'interprétation, sous la réserve de l'observation générale, il serait préférable d'écrire que le Gouvernement désigne les mandataires parmi les candidats figurant dans la liste établie par la commission de sélection.

⁽⁸⁾ Lire : "retenus" conformément à la version néerlandaise du projet.

Article 17

1. L'article 451*octies*, alinéas 1^{er} et 2, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité (article 17 du projet), dispose :

"Par dérogation à l'article 30*bis*, le Gouvernement ouvre les mandats des rangs A4, A5, A6 et A7 simultanément aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel du secteur public, aux membres du personnel d'une assemblée parlementaire et aux membres du personnel des Conseils des commissions communautaires.

La disposition visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique qu'une seule fois à titre transitoire lors de la première déclaration de vacance desdits emplois."

Venant d'un régime actuel où les mandats ne sont accessibles qu'aux agents du rang A3 au moins qui comptent trois ans d'ancienneté de grade ⁽⁹⁾, le Conseil d'État n'aperçoit pas la justification d'une telle disposition transitoire, qui, en toute hypothèse, en raison de cette nature transitoire, ne devrait pas être insérée dans l'arrêté précité du 6 mai 1999 ⁽¹⁰⁾ mais figurer comme disposition autonome dans le projet d'arrêté lui-même.

2. L'article 451*octies*, alinéa 4, en projet, reproduit l'article 30*bis*, alinéa 3, en projet (article 2 du projet). Outre son absence d'utilité, cette disposition appelle les mêmes observations que celle qu'elle répète.

3. Le projet examiné pourrait être mis à profit pour corriger l'erreur commise lors de l'insertion, par l'article 23 de l'arrêté modificatif du 24 mars 2005, d'un article 451*sexies* dans l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité. Il n'avait, alors, pas été tenu compte du fait qu'il existait déjà un article 451*sexies*, inséré par l'article 2 de l'arrêté modificatif du 3 juillet 2003.

⁽⁹⁾ Article 88, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 précité.

⁽¹⁰⁾ Si l'insertion de la disposition en projet dans l'arrêté du 6 mai 1999 est maintenue, il faudrait préciser qu'elle se fait dans le chapitre II du titre II du livre IV de cet arrêté.

Article 18

L'article 18 prévoit que l'arrêté entrera en vigueur à une date qui n'est pas encore précisée.

L'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer quelle raison spécifique justifie une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur des arrêtés fixé par l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Sauf motivation particulière, la date d'entrée en vigueur doit en tout état de cause être prévue de manière à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles; il appartiendra également à l'auteur du projet de s'assurer que la date de publication au Moniteur belge de l'arrêté en projet sera choisie de manière telle que ses destinataires disposeront à cet effet d'un délai suffisant.

Observation finale

La version française du projet contient de nombreuses fautes d'orthographe qu'il y a lieu de corriger.

Onderzoek van het ontwerpAlgemene opmerking

Volgens artikel 81 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "kent de Regering de betrekkingen verbonden aan de graden van rang A4, A5, A6 en A7 bij mandaat toe". Het voorliggende ontwerp strekt ertoe de procedures voor de aanstelling en de evaluatie van die mandaathouders te wijzigen.

Het ontwerp voorziet inzonderheid in :

- de afschaffing van de betrokkenheid van de Hoge Raad voor Gewestelijke Ambtenarenzaken en de vervanging ervan door selectiecommissies ad hoc waarvan de leden geval voor geval worden aangewezen op voordracht van de Minister onder wie de vacante betrekking ressorteert (artikelen 1, 7, 8 en 10 van het ontwerp);
- het verbod voor die selectiecommissies ad hoc om een rangschikking van kandidaten op te maken (artikel 8 van het ontwerp - ontworpen artikel 88^{quater}, § 2, derde lid);
- de afschaffing van de betrokkenheid van de Directieraad in de procedure tot aanstelling van de mandaathouders (artikel 9 van het ontwerp waarbij de artikelen 89 tot 92 van het voormelde besluit van 6 mei 1999 worden opgeheven);
- de afschaffing van het vereiste van een managementbrevet (artikel 3 van het ontwerp houdende opheffing van artikel 82 van hetzelfde besluit);
- het openstellen van de mandaatbetrekkingen voor alle ambtenaren van niveau A "die ten minste twaalf jaar anciënniteit (in) niveau A hebben of ten minste zes jaar leidinggevende ervaring hebben", welke ervaring moet worden verstaan als "ervaring inzake het beheer in een overheidsdienst of in een organisatie uit de privé-sector" (artikel 6 van het ontwerp - ontworpen artikel 88, eerste en tweede lid), alsook voor "externe kandidaten" volgens nadere regels die nog moeten worden bepaald (artikel 2 van het ontwerp - ontworpen artikel 30^{bis});

.../...

- voor de eerste aanstelling van de mandaathouders, de beperking van de toelaatbaarheid van externe kandidaten tot alleen de vastbenoemde of contractuele personeelsleden van de openbare sector, de personeelsleden van een parlementaire vergadering en van een raad van een gemeenschapscommissie (artikel 17 van het ontwerp - ontworpen artikel 451*octies*).

Die afwijkingen gaan allemaal in de zin van een vermindering van de waarborgen inzake onafhankelijkheid en objectiviteit die gewoonlijk voorkomen in de teksten tot regeling van de selectie van de houders van managementmandaten of stafmandaten in overheidsdienst.

In dit verband dient te worden herinnerd aan de volgende overweging van de afdeling Administratie in haar arrest-JADOT, nr. 98.735 van 7 september 2001:

"(...) dat het beginsel dat iedereen gelijke toegang moet krijgen tot openbare ambten slechts een bijzondere toepassing is van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie die zijn vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet; dat artikel 9, § 3, tweede zin, van het APKB op treffende wijze weergeeft wat dat beginsel precies inhoudt ⁽¹⁾; dat een statuut van rijksambtenaren zo moet worden georganiseerd dat het alle nodige waarborgen biedt om het grondwettelijk voorschrift in acht te nemen; dat de aanspraken en verdiensten van de kandidaten voor een overheidsfunctie objectief en onpartijdig moeten worden vergeleken om het beginsel in acht te nemen dat alle burgers gelijke toegang moeten krijgen tot openbare ambten; dat het in dat verband voldoende is vast te stellen dat de kandidaten voor de bedoelde functies in vier groepen worden ingedeeld, zonder dat binnen die groepen een verdere indeling wordt gemaakt, zodat de benoemingsgerechtigde overheid onbeperkte vrijheid heeft om uit de groep van de meest geschikte kandidaten zelf te kiezen wie ze wil aanstellen (...)"

Gelet op deze opmerking dient het ontwerp grondig te worden herzien.

De afdeling wetgeving kan evenwel nu reeds de volgende bijzondere opmerkingen maken.

⁽¹⁾ Artikel 9, § 3, van het APKB (van 22 december 2000) luidt als volgt :
"§ 3. Het statuut regelt de procedure, de wijze van vaststelling van de wervings- en selectieproeven en criteria, evenals de bekendmaking ervan. De werving en selectie geschiedt in ieder geval op grond van een objectief wervingssysteem dat, naar vorm en inhoud, de nodige waarborgen biedt inzake gelijke behandeling, verbod van willekeur, onafhankelijkheid en onpartijdigheid."

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

De aanhef moet worden aangevuld met een nieuw eerste lid, waarin wordt verwezen naar artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, dat de rechtsgrond vormt van het ontwerp vanwege de verwijzing die dat artikel bevat naar artikel 87, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ⁽²⁾.

Dispositief

Artikel 1

1. In het ontworpen artikel 24, vierde lid, 2/, gaat de opdracht van bevoegdheid aan de Minister om de vergoeding te bepalen die toegekend wordt aan de voorzitter en de leden van de selectiecommissies te ver, gelet op inzonderheid de budgettaire weerslag van zo een beslissing.

2. In het ontworpen artikel 24, vierde lid, 3/, wordt bepaald dat "de minister (het) huishoudelijk reglement [van de selectiecommissies] opstelt dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering".

Dat komt erop neer dat aan de Minister de bevoegdheid wordt opgedragen om die werkingsregels op te maken en die regels aan een procedure tot goedkeuring door de Regering te onderwerpen, zonder dat de Regering rechtstreeks over de bevoegdheid beschikt om die regels vast te stellen.

⁽²⁾ Zie advies nr. 40.257/4, gegeven op 8 mei 2006, over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2006 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zo een procédé is ongebruikelijk in de werkwijze van de Regering ⁽³⁾. Bij dat procédé wordt de techniek van de delegatie vermengd met een techniek die gelijk op een bijzonder goedkeuringstoezicht.

Het is beter gewoon te bepalen dat de Minister de werkingsregels van de commissie opmaakt, zonder goedkeuring door de Regering, ofwel dient het ontwerp aldus te worden aangevuld dat daarin rechtstreeks wordt vermeld welke regels toepasselijk zijn op de wijze van functioneren van elk van de commissies.

3. In het ontworpen artikel 24^{ter}, achtste lid ⁽⁴⁾, is het overbodig in de tweede zin te bepalen dat de Regering, dat wil zeggen de overheid waarvan het ontwerp uitgaat, het kan aanvullen.

Die zin behoort te vervallen.

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 30^{bis} ⁽⁵⁾, tweede lid, van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 (artikel 2 van het ontwerp) luidt als volgt :

"Onder externe kandidaten dient te worden verstaan, alle andere kandidaten dan de statutaire personeelsleden van het ministerie en de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 2, § 1 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest."

⁽³⁾ Daarentegen wordt vaak bepaald dat een commissie haar werkingsregels opmaakt onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door een overheid die politiek verantwoordelijk is voor het Parlement.

⁽⁴⁾ Gelet op het aantal leden dat die bepaling bevat, verdient het aanbeveling ze in paragrafen onder te verdelen.

⁽⁵⁾ In de inleidende zin van artikel 2 behoort te worden gepreciseerd dat artikel 30^{bis} ingevoegd wordt in Boek I, Titel III, Hoofdstuk I, van het voormelde besluit van 6 mei 1999.

Deze bepaling zou ertoe leiden dat de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die niet bedoeld zouden worden in artikel 2, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest anders behandeld zouden worden zonder dat de reden daarvoor duidelijk zou zijn. Zulks is inzonderheid het geval met de personeelsleden van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, welke instelling van openbaar nut gerangschikt is in categorie A van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

2. Het ontworpen artikel 30*bis*, derde lid, van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 (artikel 2 van het ontwerp) luidt als volgt :

"De Regering bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de externe kandidaten een mandaat kunnen opnemen bij het ministerie alsook de modaliteiten en de eventuele vergoedingen die worden toegekend ingeval het mandaat om eender welke reden wordt beëindigd."

Aangezien de "externe" mandaathouders aangeworven worden als arbeidscontractanten, mag de steller van de tekst niet afwijken van de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en inzonderheid van de artikelen 39, 82 en 83 ervan die verband houden met de berekening van de opzeggingstermijnen en van de compenserende opzeggingsvergoedingen van de werknemers wier jaarlijks loon hoger ligt dan 16.100 euro en 32.200 euro ⁽⁶⁾.

Voor de werknemers wier jaarlijks loon hoger ligt dan die bedragen, wordt in de wet bepaald dat de opzeggingstermijn die door de werkgever in acht moet worden genomen, hetzij vastgesteld wordt bij overeenkomst, gesloten ten vroegste op het ogenblik waarop de opzegging wordt gegeven, hetzij door de rechter. Voor de werknemers wier jaarlijks loon hoger ligt dan 32.200 euro is het eveneens mogelijk de door de werkgever

⁽⁶⁾ Deze bedragen zijn op 1 januari 2007 gebracht op respectievelijk 28.093 euro en 56.187 euro (Belgisch Staatsblad, 7 december 2006, tweede editie, blz. 68.543).

in acht te nemen opzeggingstermijn te bepalen bij overeenkomst die gesloten wordt ten laatste op het ogenblik van de indiensttreding. De thans voorliggende bepaling dient te worden aangepast teneinde te voldoen aan die beginselen.

3. Het ontworpen artikel 30bis, derde lid, dient zich aan als een "zelfmachtiging" die de Regering aan zichzelf verleent. Zulk een bepaling heeft geen juridische draagwijdte. Het zou beter zijn de nadere regels voor de aanstelling van de "externe" gegadigden voor een mandaat vast te stellen in het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 en hun administratieve positie tijdens de uitoefening van hun mandaat nader te bepalen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ⁽⁷⁾.

Artikel 3

Er behoort "opgeheven" te worden geschreven in plaats van "geschrapt".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7, 3/, 9 en 16.

Artikel 7

1. Artikel 7 van het ontwerp (ontworpen artikel 88ter) dient te worden herzien, teneinde de Franse versie van de gewijzigde bepaling taalkundig te verbeteren.

⁽⁷⁾ Zie in dat verband de opmerking die geformuleerd is in advies 41.789/4 dat vandaag gegeven is over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

2. Hoewel het aannemelijk is dat een relatief beperkt aantal dagen bij de berekening van een termijn uitgedrukt wordt in werkdagen, kan deze werkwijze evenwel moeilijkheden opleveren wanneer die termijn langer is.

Dat blijkt het geval te zijn met de termijn van dertig werkdagen waarin voorzien wordt door het ontworpen artikel 88ter, § 2, tweede lid.

Het is verkieslijk de termijn die in "werkdagen" wordt uitgedrukt, in "dagen" weer te geven; werken met de pleonastische en uit taalkundig oogpunt niet erg geslaagde term "kalenderdagen", hoewel deze in verschillende juridische teksten voorkomt, zou niet dienstig zijn.

Artikel 8

1. In het ontworpen artikel 88quater, § 1, tweede lid, (artikel 8 van het ontwerp) behoort niet te worden bepaald dat de beslissing waarbij gegadigden uitgesloten worden gemotiveerd moet zijn. Deze verplichting vloeit immers reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

2. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10 van het ontwerp (ontworpen artikel 93).

Artikel 10

Het ontworpen artikel 93, eerste zin, luidt als volgt :

"De Regering duidt de mandaathouders aan onder de meest geschikt verklaarde kandidaten, opgenomen ⁽⁸⁾ in de lijst van de selectiecommissie".

⁽⁸⁾ In de Franse versie dient "retenus" geschreven te worden, overeenkomstig de Nederlandstalige versie van het ontwerp.

Wat de gegadigden betreft die in de lijst van de selectiecommissie opgenomen zijn, lijkt in deze bepaling enkel sprake te zijn van "de meest geschikt verklaarde kandidaten", terwijl precies deze gegadigden, volgens het ontworpen artikel 88*quater*, § 2, derde lid, (artikel 8 van het ontwerp) het onderwerp uitmaken van de lijst die is opgesteld door de selectiecommissie.

Teneinde elke mogelijke verwarring te vermijden en onder voorbehoud van de algemene opmerking, zou beter bepaald worden dat de Regering de mandaathouders kiest uit de gegadigden die opgenomen zijn in de door de selectiecommissie opgestelde lijst.

Artikel 17

1. Het ontworpen artikel 451*octies*, eerste en tweede lid, van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 (artikel 17 van het ontwerp) luidt als volgt :

"In afwijking van artikel 30*bis* stelt de Regering de mandaten van rang A4, A5, A6 en A7 gelijktijdig open voor de statutaire ambtenaren en de contractuele personeelsleden van de openbare sector, voor personeelsleden van een parlementaire vergadering en voor personeelsleden van de raden van de gemeenschapscommissies.

De bepaling bedoeld in het eerste lid is slechts één maal van toepassing bij wijze van overgangsmaatregel bij de eerste vacantverklaring van deze betrekkingen."

Aangezien in het huidige stelsel de mandaten slechts openstaan voor ambtenaren van ten minste rang A3 die drie jaar graadanciënniteit tellen ⁽⁹⁾, is het de Raad van State niet duidelijk wat de rechtvaardiging is voor zulk een overgangsbepaling, die, hoe dan ook, omdat het een overgangsmaatregel betreft, niet in het voornoemde besluit

⁽⁹⁾ Artikel 88, eerste lid, van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999.

van 6 mei 1999⁽¹⁰⁾ thuishoort, maar als op zichzelf staande bepaling in het ontwerpbesluit zelf opgenomen zou moeten worden.

2. Het ontworpen artikel 451*octies*, vierde lid, komt overeen met het ontworpen artikel 30*bis*, derde lid (artikel 2 van het ontwerp). Naast het feit dat deze bepaling geen enkel nut heeft, geeft ze ook aanleiding tot dezelfde opmerkingen als die welke geformuleerd zijn met betrekking tot de bepaling waarmee ze overeenkomt.

3. Er kan van het onderzochte ontwerp gebruik worden gemaakt om de vergissing recht te zetten die begaan is op het ogenblik dat artikel 23 van het wijzigingsbesluit van 24 maart 2005 een artikel 451*sexies* ingevoegd heeft in het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999. Er is toen geen rekening gehouden met het feit dat er reeds een artikel 451*sexies* bestond, welk artikel ingevoegd is bij artikel 2 van het wijzigingsbesluit van 3 juli 2003.

Artikel 18

In artikel 18 wordt gesteld dat het besluit in werking treedt op een datum die nog niet nader is bepaald.

De steller van het ontwerp moet kunnen uitleggen om welke specifieke redenen afgeweken wordt van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding van besluiten, vastgesteld bij artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.

Behoudens bijzondere motivering, moet bij de vaststelling van de datum van inwerkingtreding er hoe dan ook voor gezorgd te worden dat eenieder over een redelijke termijn beschikt om kennis te nemen van de nieuwe regels; het komt de steller van het ontwerp eveneens toe om zich ervan te vergewissen dat de datum van

⁽¹⁰⁾ Indien de invoeging van de ontworpen bepaling in het besluit van 6 mei 1999 gehandhaafd wordt, dient te worden gepreciseerd dat deze bepaling in Boek IV, titel II, hoofdstuk II van dat besluit ingevoegd wordt.

bekendmaking van het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad van die aard is dat de adressaten van het besluit in dat verband over voldoende tijd beschikken.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is vatbaar voor verbetering.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Ph. HANSE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE